

ET MODZELEWSKI ?

Jacek Kuron et Karol Modzelewski avaient été condamnés en juillet 1965, respectivement à trois ans et trois ans et demi de prison. Militants connus de la Z.M.S. (1) qui s'étaient révélés pendant l'« Octobre polonais », ils étaient les auteurs d'une **Lettre ouverte au Parti**. Nous avons déjà par ailleurs rendu compte de la portée révolutionnaire de ce texte (2).

Début mai, nous apprenions la libération de Jacek Kuron seul. Il avait accompli plus des deux-tiers de sa peine. La distinction faite par la « justice » polonaise entre J. Kuron et K. Modzelewski reste pour nous un mystère que la tenue de leur procès à huis clos ne permet pas d'éclaircir. Peut-être a-t-on voulu faire croire que des condamnations aussi précisément dosées ne pouvaient être que justes.

Le but de la condamnation n'était pas d'empêcher le foisonnement d'idées non conformistes dans la jeunesse — le gouvernement de Gomulka est réaliste — il était de briser dans l'œuf toute tentative d'élaborer de façon systématique une plate-forme d'opposition qui débouche sur un programme. Que ce programme soit marxiste et révolutionnaire, voilà la bureaucratie polonaise sans aucune défense idéologique (3), et c'est la répression : on arrête les meneurs dans l'espoir fou d'arrêter le mouvement. L'expérience a montré qu'il y avait loin du rêve à la réalité.

Le 21 octobre dernier s'est tenue à l'Université de Varsovie une réunion officiellement organisée en l'honneur « des dix ans de la culture polonaise ». Kolakowski (philosophe polonais de réputation mondiale) y fit un discours où, en bon marxiste, il crut bon de relier les questions de la culture à celles de la politique. On reprocha à cette réunion d'avoir été un meeting, et à Kolakowski d'avoir abusé de

sa qualité de philosophe pour corrompre la jeunesse. Et pour démontrer que Kolakowski n'était pas un communiste, on l'exclut du parti. On fit une démonstration analogue pour Pomian, son assistant.

Plusieurs écrivains, parmi les plus connus en Pologne, envoyèrent à la suite de cette exclusion une lettre de protestation. Les membres du parti qui l'avaient signée furent convoqués devant une commission de contrôle qui n'a pas semblé pouvoir contrôler grand-chose : Neverly (ex-champion du réalisme socialiste) rendit sa carte, il ne fut pas le seul ; quant à la plupart des autres qui refusèrent de se rétracter, ils furent exclus.

Chez les étudiants, plus d'un millier de signatures furent recueillies pour protester contre la « Commission disciplinaire » qui devait se réunir pour exclure de l'Université tous ceux qui avaient pris la parole à cette réunion. Près de 200 professeurs et assistants signèrent également. Finalement, un seul étudiant fut traduit devant la commission et exclu de l'Université pour un an. Tous les membres de la Z.M.S. qui avaient signé furent littéralement contraints de se soumettre ou de se démettre ; peu se soumièrent.

La bureaucratie polonaise peut maintenir Modzelewski en prison et développer la répression, elle ne fera que rendre plus évidente la nécessité de la révolution antibureaucratique.

(1) Union de la Jeunesse socialiste.

(2) N° 29 de « Quatrième Internationale » (Nov. 66).

(3) Le libéralisme dont elle fait preuve avec certaines tendances réactionnaires et même néo-fasciste en est une démonstration évidente.

La voix de Soljenitsyne

Où sont les écrivains soviétiques ? Pas au congrès qui prétendait les représenter et qui s'est tenu à Moscou, du 22 au 27 mai. Là, la parole était à des fonctionnaires, dont le plus remarquable, le policier Cholokhov, osa se référer à la guerre du Vietnam et au coup de force militaire de Grèce pour justifier à nouveau la condamnation au bague de Daniel et de Siniavski, sans paraître s'apercevoir que le refus de la « liberté absolue pour la création littéraire et artistique » appartient précisément à l'essence du totalitarisme inhumain qu'il prétend dénoncer.

Daniel, Siniavski et Brodski sont bannis dans des camps de travail forcé, mais si ces hommes, qui représenteront

pour l'avenir la noblesse du présent des lettres russes, n'ont pu s'exprimer et répondre à Cholokhov, une voix s'est élevée et rejette au néant les débats du congrès des officiels, celle d'Alexandre Soljenitsyne, qui, laissé à la porte, dans une lettre dénonciatrice de la persécution dont il est l'objet parmi maints autres écrivains, surtout jeunes, propose « la suppression de toute censure — ouverte ou cachée — sur la production artistique. »

Une soixantaine d'écrivains ont demandé la diffusion de cette lettre. La déstalinisation officielle arrêtée, une autre aura lieu dont le signe est dans l'impuissance du terrorisme intellectuel.

M.L.

“Che” Guevara

(suite de la page 8)

casion d'y revenir. Mais, au delà même d'une convergence sur les positions fondamentales que nous tenons à souligner encore une fois, l'article du « Che » doit être considéré comme un instrument qui aide les révolutionnaires à s'armer pour une lutte longue, difficile et dramatique que nous n'avons d'autre alternative que de gagner à tout prix, il doit être considéré comme un document éminent de notre époque qui jouit à juste titre du prestige et de l'autorité des messages de ceux qui ne s'amuse pas à théoriser dans les bureaux ou à bavarder dans les débats, mais qui savent démontrer que chaque mot qu'ils écrivent, implique un engagement pratique. Et tout le monde sait quel a été et quel est maintenant l'engagement du « Che » Guevara.

Il y aura certainement, parmi ceux qui aiment les élaborations nébuleuses et ceux qui s'efforcent de cacher leur opportunisme foncier ou leur refus de se prononcer derrière les rappels ennuyeux à la « complexité » des problèmes et à la nécessité de saisir le « nouveau », des gens qui jugeront simplistes les analyses et les orientations de Guevara. Nous dirons, de notre part, qu'il s'agit de formulations simples, caractérisées, en fait, par cette simplicité qui correspond à la simplicité essentielle des problèmes historiques de notre époque, à la simplicité implacable des choix capitaux qui s'imposent.

Livio MAITAN.

UN NOUVEAU CONGO AU NIGERIA?

Tout a commencé au Nigéria, il y a 18 mois, avec le coup d'Etat qui a abouti à l'éviction du Dr Azikiwe et à la disparition de Tafawa Balewa suivies, six mois après, de l'enlèvement de leur successeur, le général Ironsi. Le mois d'octobre 1966 a été marqué par de nouvelles flambées de terrorisme tribal. Les tueries atroces, comme il y en a rarement eues dans l'histoire contemporaine, ont ensanglanté le nord et l'est du pays. Des mutins haoussas, auxquels se sont joints des civils de la même ethnie, ont déclenché d'odieuses pogromes dans la ville de Kano. Le mouvement a fait tache d'huile dans plusieurs localités septentrionales. Las de recevoir des coups sans en rendre, des Ibos ont riposté en massacrant à leur tour des ressortissants du Nord qui vivaient dans leur territoire depuis des décennies. Ces assassinats collectifs évoquent par leur primitivité et leur violence les absurdes tueries tribales qui ont opposé en 1959-60 les Lulua et les Baluba au Congo.

Selon Philippe Decraene du Monde, les tueries qui font rage dans le nord du Nigéria ne constituent pas un fait nouveau puisque, déjà, en 1953, à la suite d'une tournée de propagande effectuée à Kano par M. Akintola (1), leader de l'Ouest, aujourd'hui disparu, en vue d'amener les ressortissants de son ethnie à revendiquer l'indépendance, des Haoussas, attachés aux valeurs qui s'alimentent dans le fond du primitivisme, déclenchèrent des pogromes contre les Yorubas. C'est que, pour eux, qui n'étaient pas favorables à l'indépendance, pour des raisons de rivalités ethniques, la lutte devait être menée contre les gens de la côte (Yorubas et Ibos) plus évolués et instruits, plutôt que contre le colonialisme.

Perspectives économiques sombres

La situation économique et financière accuse le coup et montre déjà des signes d'inquiétude. Saine au moment du premier putsch, l'économie nigérienne n'en souffrait pas moins déjà de l'augmentation croissante de la dette publique, accroissement résultant de l'effort d'industrialisation, du coût d'une imposante bureaucratie et de la réalisation du plan septennal (1962-1968). Pour faire face à des échéances et éviter la dégradation des finances publiques et de la monnaie, le gouvernement Ironsi avait obtenu des Etats-Unis et du Fonds monétaire international des prêts financiers totalisant 2 milliards de francs français. Il avait augmenté les droits de douane et les taxes

sur des biens de consommation, provoquant ainsi une hausse des prix. Il en résulta une hausse du coût de la vie et le mécontentement d'une classe ouvrière qui avait déjà fait parler d'elle en d'autres temps. Afin d'éviter la répétition des revendications ouvrières qui avaient naguère ébranlé le pouvoir de Balewa, le général Ironsi avait interdit toute activité syndicale. Ce fut une maladresse de plus qui le coupa définitivement des masses.

Les conséquences de l'exode de nombreux commerçants, hommes d'affaires, cadres privés et fonctionnaires Ibos, voire Yorubas du Nord, ont produit des effets désastreux sur la vie même de cette région. La fonction publique se vide et devient inefficace tandis que les sociétés privées souffrent de la pénurie de cadres privés. Possédant moins d'intellectuels, les Haoussas ne sont pas à même de suppléer au départ de leurs compatriotes. C'est ainsi que la construction d'un barrage, qu'une firme italienne avait entrepris sur le Niger, a été arrêtée. Les ouvriers spécialisés Ibos ayant été tués ou ayant quitté le pays.

Une décolonisation réussie implique l'usage des méthodes révolutionnaires

Malgré sa bonne volonté, le lieutenant-colonel Gowon, n'a pas réussi à normaliser la situation. L'héritage qu'il a reçu d'Ironsi était tel qu'on peut se demander s'il avait des chances de mener l'entreprise à bon port.

En réalité, la situation nigérienne est la conséquence de l'impérialisme du personnel politique qui a tenu les rênes de l'Etat de 1960 à 1964. Le Dr Azikiwe, Abubaka Tafawa Balewa et les émirs du Nord n'ont pas compris que toute décolonisation est une entreprise de destruction et de restructuration, qu'elle est une Révolution. Les révolutions, « les véritables comme disait Albert Mathiez, ne se bornent pas à changer les formes politiques et le personnel gouvernemental, mais transforment les institutions et déplacent la propriété ».

Or, qu'y avait-il de nouveau dans le Nigéria de 1965 ? Rien, sinon le personnel politique qui, d'anglais avant l'indépendance, était constitué après par un agrégat de chefs d'ethnie et de féodaux. Au lieu d'être l'expression des catégories socio-politiques déterminées, la courroie de transmission entre la majorité gouvernée et la minorité gouvernante, les partis étaient l'expression d'ethnies avec tout leur cortège de chefs coutumiers, de mythologies et de vanités régionalistes. Le National Citizen of Nigeria (N.C.N.) du

Dr Azikiwe était le parti des Ibos, l'Action Group du chef Awolowo, l'organisation politique des Yorubas, et le Northern People's Congress, le parti des Haoussas et Fulani du Nord que dominait le Sardauna de Sokoto.

Elaborées pendant les premières années du siècle par un fonctionnaire britannique, lord Lugard, les structures de l'Etat nigérien reposaient jusqu'au putsch du début de l'année 1966 sur l'alliance de deux hommes, représentant deux groupes ethniques : Azikiwe, leader des Ibos, et le Sardauna de Sokoto, leader des nordistes haoussas et fulani. A l'issue des négociations entre leurs deux partis en 1960, Azikiwe fut hissé à la tête de l'Etat tandis que le Sardauna de Sokoto délégua son homme-lige, Tafawa Balewa, au poste de premier ministre de la Fédération. Le chef Awolowo, qui affichait un progressisme gros de conséquences pour les tenants des structures féodales, fut rejeté dans l'opposition.

Au niveau du pouvoir réel — administration, police, armée, Parlement — la distribution des postes s'inspirait également de cette structure bipolaire. Ibos et Haoussas étaient largement représentés au sein de l'armée et parmi les officiers supérieurs. Tandis que les nordistes avaient une majorité, confortable il est vrai, au Parlement, grâce à leur supériorité démographique, les Ibos et les Yorubas détenaient la plupart des postes de responsabilité dans l'administration, du fait de leur avance intellectuelle. A ces avantages s'ajoutait la position privilégiée de l'économie de la région orientale qui fournit l'essentiel des recettes de la Fédération grâce à sa production agricole et à ses exportations minières : pétrole, fer, étain, etc.

On s'en aperçoit, une telle structure du pouvoir était loin de la nécessaire intégration des ethnies dans un ensemble national commun. Le Nigéria ne reposait que sur le passé colonial. D'où l'inféodation de la plupart de ses dirigeants à l'impérialisme britannique. Dans le concert africain, la diplomatie anglo-saxonne avait assigné des tâches précises aux dirigeants nigériens. Forts du poids démographique et économique de leur pays, ils avaient pour mission de barrer la route au progressisme africain. Rien d'étonnant dès lors que le gouvernement de Lagos ait combattu toutes les thèses d'Accra, qu'il se soit fait l'avocat du gouvernement Tshombé et ait refusé de condamner la politique anglaise sur la Rhodésie. Rien d'étonnant non plus qu'une conférence du Commonwealth sur le problème rhodésien se soit réunie à Lagos au milieu des pro-

testations générales contre la complaisance de Wilson à l'égard de Ian Smith.

Cependant, les contradictions n'allaient pas tarder à éclater au sein du régime. Les élections de décembre 1964 ranimèrent les ambitions et les oppositions au sein du gouvernement. Les éléments avancés du N.C.N. esquissèrent un rapprochement avec l'Action Group et le Parti socialiste ouvrier et paysan du Dr Otegbeye. Il en résulta la création de la Grande Alliance unie pour le progrès (G.A.U.P.) à laquelle répliquèrent les conservateurs par la création de l'Alliance nationale nigérienne groupant le Northern People's Congress, le parti dissident d'Akintola et d'autres fractions conservatrices et réactionnaires. A l'issue des élections législatives de décembre 1964, l'Alliance nationale nigérienne enleva la majorité des sièges au Parlement. Il revenait donc à Tafawa Balewa de former le nouveau gouvernement. Mais, excédé, le silencieux Dr Azikiwe résigna et demanda l'annulation des élections dans les circonscriptions où elles avaient été truquées. La tension avait été si aiguë que les deux parties durent aboutir à un compromis pour éviter une cassure ; l'unité de la coalition était entamée. Dès cet instant, on s'attendait à des événements d'envergure qui devaient éclaircir le panorama politique. L'explosion sanglante de janvier 1966 n'était donc pas aussi inattendue que d'aucuns l'ont laissé entendre.

En mai, le gouvernement fédéral a reconnu qu'il avait eu l'intention de demander l'intervention des troupes britanniques. Celles-ci devaient garantir le bon déroulement des conversations projetées à Benin en vue de mettre fin à la crise politique. Il s'agit là d'un aveu significatif. Il prouve combien le personnel politique et militaire est demeuré fidèle à l'idéologie coloniale. Pourquoi nécessairement des troupes de l'ancienne métropole pour garantir une telle rencontre ?

La crise nigérienne montre dans toutes leurs dimensions les insuffisances politiques inhérentes à une décolonisation « blanche », une négociation purement formelle de la « situation coloniale » qui n'a pas compris que tout passage de cette dernière à un situation de pleine souveraineté implique l'usage des méthodes révolutionnaires.

(1) M. Akintola qui avait rallié le parti de sir A. Bello a été également assassiné pendant la mutinerie de janvier 1966.

(2) Voir la Quatrième Internationale de février 1966 : « Bouleversement contradictoire au Nigéria ».